



5 au 8
octobre 2017
ALGER

Entente internationale des travailleurs et des peuples

**9^e Conférence mondiale ouverte
contre la guerre et l'exploitation**

eit.ilc@fr.oleane.com

www.eit-alger2017.org

Appel aux travailleurs et militants d'Europe

**À nos collègues, travailleurs et militants, engagés dans la bataille, dans toute l'Europe,
pour la défense des conquêtes sociales et politiques essentielles de la classe ouvrière.**



À l'occasion de la rencontre organisée ce 17 juin à Berlin entre militants ouvriers du secteur de la santé venus d'Allemagne, de France et de Pologne et sur la base d'informations qui nous parviennent de Grande-Bretagne, d'Espagne... un constat s'impose : l'offensive de destruction dont la santé est l'objet aujourd'hui n'est pas le produit d'une série de « réformes » nationales mais d'une offensive d'ensemble dictée par le capital financier, opérée sous son contrôle et selon ses méthodes, et déclinée, dans chaque pays, par nos gouvernements respectifs.

Qu'il s'agisse de la « règle d'or » en Allemagne au nom de laquelle la Grande Coalition étrangle les hôpitaux, l'école, les crèches... ou bien la « tarification à l'acte » (T2A) en France, c'est l'application dans le domaine de la santé des règles implacables de la compétitivité mise en œuvre par le capital financier dans l'in-

dustrie avec les conséquences qu'on leur connaît. Et les collègues polonais ont expérimenté toute la brutalité du capitalisme néolibéral après la « thérapie de choc » de ce qui fut appelé la « transformation du système » engagée en 1990. La destruction de l'industrie, une privatisation sauvage, la déréglementation du droit du travail, le chômage et le manque d'un système de Sécurité sociale ont rejeté la Pologne au statut de périphérie.

IL N'Y A AUCUNE EXAGÉRATION À DIRE QU'UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE EST MÉTHODIQUEMENT PRÉPARÉE PAR NOS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS

Ce qui est en jeu, c'est l'existence du socle de lois et de règlements arrachés de haute lutte par la classe ouvrière de nos pays respectifs. Des lois, des règlements qui reconnaissent à tout travailleur, à tout retraité des droits en matière de santé échappant à la décision de leurs exploitants.

Ce qui est en jeu, ce sont les rapports du capital et du travail codifiés dans la législation sociale de chaque pays, comme en témoigne l'articulation de l'offensive contre la santé, contre les systèmes de Sécurité sociale et de retraite avec l'offensive de déréglementation totale des relations de travail.

DE GIGANTESQUES COMBATS SE PRÉPARENT SUR LE VIEUX CONTINENT EUROPÉEN, D'OUEST EN EST, DU NORD JUSQU'AU SUD

Ceux qui font mine de croire que le combat des travailleurs français contre la destruction du Code du travail est terminé après l'élection de Macron, mentent. Ceux qui font mine de croire que le combat des travailleurs allemands pour l'abrogation de l'Agenda Schröder, pour la réintroduction de tous les travailleurs dans le cadre des conventions collectives, pour se libérer de « la règle d'or » est terminé sous le prétexte que la direction du SPD et du DGB ne les a pas soutenus, mentent.

Et ils se trompent quand ils veulent faire le chantage aux travailleurs polonais pour qu'ils renoncent à leur combat contre les privatisations, contre la déréglementation et pour la défense de l'indépendance des syndicats, parce que ce gouvernement – qui applique des « correctifs » fallacieux – serait le représentant du « petit peuple ». Alors que les uns cherchent à user du chantage au danger d'extrême droite pour tenter de resserrer les rangs autour de leur politique, d'autres essaient d'obtenir le même résultat avec une démagogie nationaliste et xénophobe. Tous font pression sur les directions du mouvement ouvrier pour qu'elles s'alignent sur leurs mesures « inéluctables » et leurs exigences, et pourtant ils n'ont pas le pouvoir de faire refluer le rejet par des millions et des millions d'hommes de leur politique criminelle.

UN REJET QUI, SOUS DES FORMES PROPRES À CHAQUE PAYS, GAGNE UN À UN TOUS LES ÉTATS EUROPÉENS : FRANCE, ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE, ESPAGNE... ET DEVIENT L'ACTEUR PRINCIPAL DE LA SITUATION

Sur les ruines des vieux partis qui se réclamaient encore du mouvement ouvrier et que leur subordination aux exigences du capital a condamnés, des différenciations s'opèrent, des regroupements tentent de se former pour répondre à l'aspiration des larges masses. C'est ainsi que la percée électorale d'un Mélenchon en France tient au fait qu'une large couche de militants, tournant le dos aux vieux partis compromis de la traditionnelle « Union de la gauche », a décidé de se saisir de sa candidature axée sur la défense sans condition du Code du travail et de la Sécurité sociale.

La percée, le 8 juin, de Corbyn en Grande-Bretagne, appuyée sur le programme de renationalisations et d'abrogation des lois

antisyndicales de Thatcher, exprime le même mouvement. De la même manière, en Espagne, la majorité massive de membres et de militants du PSOE ont voté pour Pedro Sanchez, qui a refusé tout accord et tout rapprochement avec le gouvernement Rajoy, comme secrétaire général du parti.

Nous inscrivant dans cette recherche de recomposition politique du mouvement ouvrier, appuyée sur le combat pour la défense de l'indépendance de classe des organisations syndicales, défendant bec et ongles les conquêtes sociales et politiques arrachées par la classe ouvrière depuis la guerre, **nous décidons de nous adresser à tous les militants que nous pouvons joindre en Europe pour les inviter à élargir avec nous l'échange que nous avons commencé ce 17 juin à Berlin.**

Nous sommes convaincus qu'une victoire des travailleurs français faisant reculer Macron sur le Code du travail fournirait un formidable point d'appui au combat des travailleurs allemands pour l'abrogation de l'Agenda Schröder, au combat des travailleurs polonais contre les privatisations, contre les contrats de travail déréglementés et pour l'indépendance des syndicats ; au combat des travailleurs espagnols pour l'abrogation des lois de déréglementation du travail... et vice-versa.

Le moment est venu de resserrer les liens entre militants de tous les pays d'Europe pour dire ensemble aux Merkel, Macron et Szydło, Rajoy, May, Renzi, Gentiloni... et aux responsables de l'Union européenne à Bruxelles :

– Vous osez accuser vos peuples qui refusent les mesures meurtrières que vous décidez contre eux en vous couvrant falacieusement des exigences de l'harmonisation européenne.

– Vous osez les accuser de chauvinisme et de nationalisme parce qu'ils refusent

les diktats du capital financier « mondialisé ».

– Vous osez prétendre combattre pour une Europe harmonieuse garantissant la paix à ses peuples.

En déréglementant, en détruisant les droits politiques des travailleurs qui fondent la démocratie politique de nos sociétés, c'est vous qui êtes les fauteurs de guerre, les instigateurs des campagnes chauvines et racistes, les destructeurs de la civilisation européenne.

Faisant mine de brandir face à Trump le drapeau d'une Europe porteuse des valeurs de la civilisation, les Merkel, Macron et Szydło, Juncker, Tusk... exigent des États européens une augmentation des crédits militaires et un engagement direct derrière Trump dans la coalition des puissances impérialistes au Moyen-Orient, entraînant nos peuples dans la guerre sans fin avec toutes ses conséquences.

DE GIGANTESQUES COMBATS SE PRÉPARENT, DRESSANT LES PEUPLES D'EUROPE CONTRE LEURS GOUVERNEMENTS INFÉDÉS AUX EXIGENCES DES MARCHÉS FINANCIERS ET DES SPÉCULATEURS DE TOUT POIL

C'est du développement de ces combats et de leurs convergences que dépend l'avenir d'une union libre et fraternelle de tous les peuples d'Europe de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud.

Les signataires de cette lettre sont engagés dans la préparation d'une conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation convoquée à Alger en octobre prochain (invitation ci-jointe).

Ils décident de participer, sur la base des positions développées dans cette lettre, à la constitution d'une délégation européenne représentative à cette conférence mondiale ouverte.

Ils vous invitent cordialement à vous joindre à eux. ■

Signataires

FRANCE : Bruno Ricque, syndicaliste ; **Philippe Navarro**, syndicaliste.

POLOGNE : Ewa Groszewska, WZZ Walka ; **Barbara Rosokowska**, WZZ Walka (membre de la commission de contrôle) ; **Jacek Rosokowski**, WZZ Walka (membre de la commission nationale).

ALLEMAGNE : Giovanni Ammirabile, Ver.di, secrétaire du comité d'entreprise de Vivantes, SPD ; **Michael Altmann**, Ver.di/SPD ; **Bernd Bahr**, Ver.di, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD (Afa) pour le Land de Saxe ; **Delef Bahr**, Ver.di ; **Carla Boulbouillé**, GEW (Syndicat de l'enseignement et de la recherche), « Soziale Politik & Demokratie » (« Politique sociale et démocratie ») ; **Rainer Döring**, Ver.di ; **Ellen Engstfeld**, délégué du personnel, Ver.di ; **Gerd Freitag**, Ver.di ; **Henning Frey**, Cercle des enseignants sous contrat, GEW (Syndicat de l'enseignement et de la recherche) Cologne, SPD ; **André Fernitz**, Ver.di, personnel au sol, aéroport de Berlin ; **Silvana Garafalo**, déléguée du personnel suppléant, ville de Cologne ; **Ute Grahl**, SPD ; **Eva Gürster**, Ver.di, membre du bureau du secteur de la santé, Rhénanie-du-Nord-Westphalie ; **Julian Gürster**, GEW (Syndicat de l'enseignement et de la recherche) ; **Christian Hass**, secrétaire de la commission ouvrière du SPD (Afa) du Land de Berlin, Ver.di ; **Eberhard Henze**, SPD/Afa (commission ouvrière), Ver.di ; **Andreas Hörrath**, Ver.di, commission tarifaire de VSG (filiale du groupe hospitalier Vivantes) ; **Udo Huhn**, Ver.di ; **Hannelore Jerichow**, direction d'arrondissement Ver.di Berlin ; **Ulrike Kölver** ; **Norbert Kollenda**, collaborateur de Soz,

éditeur de la *Revue de presse polonaise* ; **Sascha Kraft**, membre du comité d'entreprise de la filiale de La Charité CFM ; **Gotthard Krupp**, membre de la direction de Ver.di du Land de Berlin-Brandebourg, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD (Afa) de Berlin ; **Christine Lachner**, membre du bureau du comité d'entreprise de Vivantes ; **Winfried Lätsch**, Syndicat de l'alimentation et de la restauration (NGG), porte-parole des retraités de Berlin-Brandebourg ; **Monika Leisling**, Ver.di ; **Barbara Ludwig**, comité d'arrondissement du DGB, comité d'arrondissement du GEW, déléguée SPD de la ville ; **Hans-Jürgen Mees**, Ver.di ; **Sven Meyer**, membre de la direction de Ver.di du Land de Berlin-Brandebourg ; **Wolfgang Mix**, GEW Berlin, délégué du Land ; **Ingo Müller**, Ver.di, délégué syndical ; **Michael Poranski**, Ver.di ; **Volker Prasuhn**, Ver.di, secrétaire adjoint de la direction du secteur 13, secrétaire adjoint de la commission ouvrière du SPD (Afa) de l'arrondissement ; **Charlotte Rutz-Sperling**, Ver.di, VF, Vivantes ; **Gerlinde Schermer**, SPD, déléguée au congrès national ; **Lukas Schmolzi**, délégué du personnel du Jardin botanique ; **Beate Sieweke**, Ver.di, membre de la commission tarifaire du commerce de détail, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD (Afa) de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ; **Birgit Schöller**, SPD ; **Birgit Schütz**, Syndicat de l'alimentation et de la restauration (NGG) Stockheim, SPD/Afa Düsseldorf ; **Werner Uhde**, Ver.di ; **Dirk Weiß** membre du comité d'entreprise IGBCE ; **Heribert Wernecke**, Ver.di ; **Monika Wernecke**, Ver.di, Die Linke ; **Axel Zutz**, GEW (Syndicat de l'enseignement et de la recherche), SPD, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD de l'arrondissement.